

Une Union, vingt-sept Etats membres, cinq possibilités (au moins)

Union européenne La Commission a présenté son Livre blanc sur l'avenir de l'Europe.

C'est quand qu'on va où, pour faire quoi, et avec qui? Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a proposé quelques éléments de réponse, ce mercredi au Parlement, en présentant le "Livre blanc (un livret d'une trentaine de pages, plutôt) sur l'avenir de l'Europe" qui envisage cinq scénarios pour le futur de l'Union.

Cette contribution de la Commission – dévoilée quinze jours après que le Parlement européen a présenté trois rapports d'initiative sur le sujet – s'inscrit dans le momentum qu'est censé être le 60^e anniversaire des traités de Rome, qui sera célébré le 25 mars prochain dans la capitale italienne. Plus largement, elle s'inscrit dans le contexte de "polycrises" (économique, de légitimité, migratoire, de menaces intérieures et extérieures et, *last but not least*, sortie prochaine du Royaume-Uni) que traverse une Union européenne en plein doute existentiel. Elle ne parvient plus, ou si difficilement, à relever les défis auxquels elle est confrontée. D'où un désintérêt, voire une défiance croissante d'un nombre accru de ses citoyens.

Plus d'Europe, la même, beaucoup moins

Que sera, ou que doit être l'Union à l'horizon 2025? Quels doivent être ses objectifs, ses missions et les moyens dont elle est dotée pour les remplir? Mais encore: comment doit-elle s'adapter à un monde en rapide

mutation économique, technologique et même géopolitique. Le document de la Commission trace cinq scénarios, ainsi que leurs avantages et inconvénients (*spoiler*: aucun d'eux n'est idéal).

1) Le scénario de la continuité, dont on perçoit clairement les limites, en termes d'efficacité.

2) Une Union limitée au marché unique. "A ma connaissance, c'est la première fois que la Commission met sur la table un scénario avec moins d'Europe", s'est félicité l'eurodéputé N-VA Sander Loons. Ce scénario, on notera l'ironie, est celui de l'Europe rêvée des Britanniques.

3) Celui d'une Europe à plusieurs vitesses (ce qu'elle est déjà), où certains Etats membres approfondiraient leur coopération dans divers domaines, sans que le reste de l'attelage européen les suive.

4) Celui d'une Europe qui recentrerait son action sur une série limitée de domaines (innovation, commerce, lutte contre le terrorisme, migration).

5) Le scénario qui fait écho (sans les citer) aux passages des traités qui évoquent "une union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe": tous les Etats membres décident d'en faire plus, ensemble, dans tous les domaines. Pas le plus vraisemblable.

Périlleuse année 2017

Jean-Claude Juncker s'est gardé de dire quel scénario a sa préférence, soulignant qu'ils n'étaient pas (tous) mutuellement exclusifs. Il a néanmoins glissé que "l'Europe ne peut pas être limitée à une zone de libre-échange".

La balle est désormais dans le camp des Etats membres. La question à 1 000 euros (et plus) est de savoir comment, et même si elle va rouler. Le souhait du président Juncker est que les chefs d'Etat et de gouvernement tirent, fin 2017, les premières conclusions du processus de réflexion lancé à Bratislava en septembre 2016.

Oui mais: les divergences sont profondes, même entre pays du "noyau" qu'est la zone euro, sur ce qu'il conviendrait de faire. "L'avenir de l'Europe ne doit pas être l'otage des élections, des partis politiques ou de vociférations destinées à une audience nationale", a plaidé le président Juncker. Et il n'est cependant pas certain que les leaders européens parviendront à garder la tête froide au cours d'une

année électorale de tous les dangers, avec des scrutins aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et peut-être en Italie.

OleB

3 QUESTIONS À

Charles de Marcilly

Responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman.

1 Des scénarios de la Commission, lesquels sont les plus vraisemblables ?

Juncker dit aux Etats membres: "Vous voulez limiter l'UE à un grand marché? Très bien." Tout le paradoxe est que c'est le scénario que défendaient les Britanniques: une Union moins politique. Mais même les Etats membres qui sont sur cette ligne-là sont partagés. Personne ne veut faire le grand bond en arrière.

Juncker dit encore: "Vous voulez plus de fédéralisme? Très bien aussi." Mais sur l'intégration plus poussée de l'Union économique et monétaire (UEM), il y a déjà des divergences majeures entre la France et l'Allemagne. Le scénario de la continuité a montré ses limites. Juncker, en tant que président de la Commission, plaide pour que les Vingt-sept aillent de l'avant tous ensemble, mais le système de décision à vingt-sept reste lent et source de blocages. Au final, le résultat devrait être un mélange de différents scénarios.

2 En présentant cinq options, la Commission met la balle dans le camp des Etats membres...

Oui, mais on est en période de mercato (marché des transferts, NdLR). Avec les élections aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et en Italie, on ne sait pas encore qui va jouer. Il y a des Etats membres qui attendent que l'Union lance un signal fort, dans le contexte du Brexit, mais d'autres qui aimeraient qu'on mette le sujet européen en veilleuse, alors qu'on entre dans un long tunnel électoral.

3 L'échéance pour faire aboutir cette réflexion, ce sont les élections européennes de 2019 ?

Il y a 2019 et surtout la date effective du Brexit. Il faut un débat d'idées, des perspectives sur le budget européen post-Brexit, la défense, l'UEM... Reste qu'une réflexion sur ce que sera l'Europe dans dix ans, ça ne parle pas aux citoyens. On ne peut pas cantonner le débat à "plus ou moins de fédéralisme". Il faut parler des enjeux concrets, comme l'Europe numérique, par exemple.